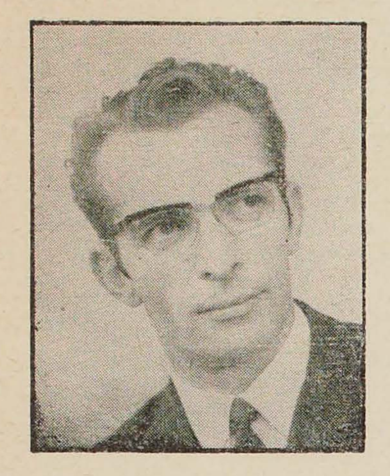


Circonscription de NEUFCHATEAU

Elections Législatives du 23 JUIN 1968

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Electrices. Electeurs,

10 millions de travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants - dont plus de 50.000 vosgiens : en lutte ont condamné 10 années de gestion gaulliste.

Pendant 10 ans, de Gaulle et son gouvernement ont disposé de tous les pouvoirs et du soutien inconditionnel d'une majorité parlementaire à laquelle appartient M. VOILQUIN pour mener à bien leur politique ; pendant 10 ans, ils ont répété qu'ils étaient seuls capables d'assurer l'expansion économique, le progrès social et que tout allait bien en FRANCE...

Pendant 10 ans, ils ont refusé de satisfaire les légitimes revendications des masses laborieuses des villes et des campagnes. Leur politique autoritaire tout orientée en fonction des intérêts des grosses sociétés capitalistes, se solde par un véritable bilan de faillite dans tous les domaines.

C'est dans cette situation que résident les véritables raisons de la crise.

Le fauteur de désordre c'est le gouvernement qui à mis une lenteur intolérable à négocier les revendications légitimes des travailleurs. SEULS, LE CALME, LA DIGNITE, LA RESOLUTION, LA VIGILANCE DES TRAVAILLEURS SOUTENUS PAR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ONT EMPECHE L'IRREPARABLE, ONT DEJOUE TOUTES LES MANŒUVRES TENDANT A CREER UN CLIMAT D'INSECURITE, VISANT A RENDRE DIFFICILES LES ELECTIONS, répondant ainsi au vœu à peine camouflé de De Gaulle.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes « gauchistes » en même temps que celle organisées par la police, les Communistes ont évité de grands malheurs à notre pays ; ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les Communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande révolution française, le drapeau de la Nation.

LE PUISSANT MOUVEMENT DE LUTTE DES SALARIES A CONTRAINT LE POUVOIR ET LE PATRONAT AU RECUL. Il a permis d'arracher d'importantes revendications et à imposé la dissolution de l'Assemblée Nationale dominée par une majorité U.N.R.

Mais déjà. le pouvoir et le patronat remettent en cause les avantages obtenus. Il faut, pour conserver l'acquis, promouvoir l'avènement d'un gouvernement qui :

- ★ **réduira les dépenses improductives et abandonnera la construction de la force de frappe ;**
- ★ **nationalisera les grands monopoles afin de mettre l'économie du pays au service du peuple ;**
- ★ **supprimera les privilèges fiscaux des gros capitalistes, imposera le capital et réalisera une réforme démocratique de la fiscalité ;**
- ★ **ouvrira à la jeunesse de larges perspectives d'avenir et donnera à chaque citoyen les possibilités d'une fructueuse participation aux affaires de notre pays.**

LE PROBLEME DE LA RELEVE DEMOCRATIQUE EST DONC POSE AU TRAVERS DE CETTE CONSULTATION QUI DOIT PERMETTRE DE DESIGNER UNE MAJORITE DE GAUCHE A L'ASSEMBLEE NATIONALE.

Les Electrices et les Electeurs donneront ainsi une suite logique à leurs luttes revendicatives qui permettra d'obtenir la satisfaction des revendications jusqu'ici refusées par le patronat et l'Etat, telles : l'échelle mobile des salaires, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, abrogation des dispositions discriminatoires à l'égard des entreprises familiales agricoles, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F., la réfonte profonde d'une Université moderne dans le respect de la laïcité, etc...

Le Parti Communiste s'est toujours prononcé pour une véritable démocratie et un gouvernement populaire et d'union démocratique de toute la gauche unie sur la base d'un programme commun de gouvernement au contenu économique et social de progrès.

Il ne dépend pas de lui que ce programme de la gauche ne soit pas encore complétement conclu. Mais les accords déjà signés avec la F.G.D.S. préparent la seule alternative démocratique possible actuellement au pouvoir personnel, conforme aux intérêts des populations laborieuses et de la Nation.

Le Parti Communiste rejette toute tentative d'une « 3° force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

IL N'Y A PAS DE MAJORITE DE GAUCHE EN FRANCE SANS LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS. IL N'Y A PAS DE TROISIEME VOIE.

Le 5 MARS 1967, dans ma circulaire électorale avec mon camarade Albert VARNEY, je vous demandais d'approuver le programme suivant .

— augmentation générale des salaires avec un minimum de 600 frs par mois ; retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes ; des crédits pour la modernisation du matériel, de l'habitat et la coopération agricoles ; la défense de l'Agriculture française au sein du Marché Commun ; une juste rémunération des produits agricoles ; la défense de la petite et moyenne exploitation familiale et des petits et moyens commerçants et artisans ; une réforme démocratique de la fiscalité ; construction de logements à loyers modérés ; augmentation des prestations familiales; 25 % du budget à l'Education Nationale; satisfaction des revendications des Anciens Combattants; abattement de 500.000 A.F. pour le calcul de l'impôt sur le revenu. etc...

Nous vous proposions en outre l'implantation d'industries exploitant les richesses naturelles de notre région : pâte à papier, cellulose, bois reconstitués, grés, eaux minérales, etc... Nous proposions également l'amélioration de l'infrastructure des transports et le maintien des lignes S.N.C.F.

Aujourd'hui, ces idées restent valables pour l'essentiel et comme par le passé, les Communistes lutteront en permanence pour les faire aboutir. Pour mémoire, rappelons que c'est grâce à l'intervention du groupe Communiste à l'Assemblée Nationale, que la 4° semaine de congés payés fut généralisée.

De Gaulle fait de nouvelles promesses. De nouveau, il sollicite la confiance du peuple en invoquant une fois de plus la vieille thèse de l'association capital-travail, rebaptisée « participation ».

En concentrant ses coups contre le Parti Communiste Français, de Gaulle le désigne comme le défenseur le plus ardent des intérêts des travailleurs des villes et des campagnes, l'adversaire le plus résolu de son régime qu'il combat depuis 1958, le meilleur artisan de l'union des forces ouvrières et démocratiques.

LE PARTI COMMUNISTE VOUS DEMANDE D'APPROUVER SA CLAIRE POLITIQUE D'UNION DE TOUTES LES FORCES DE GAUCHE, DE PAIX AU VIETNAM, DE COOPERATION ENTRE TOUS LES PEUPLES, DE PROGRES SOCIAL, EN VOTANT MASSIVEMENT, DES LE PREMIER TOUR POUR SES CANDIDATS.

- **pour la défense des libertés !**
- **pour une politique de progrès social !**
- **pour la démocratie et le socialisme !**
- **pour l'indépendance nationale et la paix !**

VOTEZ ET FAITES VOTER :

Gilbert COUSOT

33 *ans - Adjoint au chef de sécurité du travail*
Militant syndical



Suppléant :

Albert VARNEY

58 *ans - Retraité SNCF*
Ancien Combattant - Prisonnier de guerre
Médaille de vermeil du travail

Vu les candidats :

IMP. COOPÉRATIVE EPINAL